

**COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE**

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

# COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE

## RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 DÉCEMBRE 2012

### Sommaire

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	3-4
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats et actif net	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8-11
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Résultats par projet	12

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de  
COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER ST-PIERRE, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2012, les états des résultats et actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER ST-PIERRE au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

*Informations comparatives*

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers qui indique que l'organisme a adopté les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et que sa date de transition était le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux informations comparatives contenues dans ces états financiers, y compris les bilans au 31 décembre 2011 et au 1<sup>er</sup> janvier 2011, et les états des résultats et actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 ainsi que les informations connexes. Nous n'avons pas pour mission de faire rapport sur les informations comparatives retraitées, de sorte qu'elles n'ont pas été auditées.

*apsv comptables professionnels agréés inc.*

APSV comptables professionnels agréés inc.<sup>1</sup>

Montréal, le 21 mai 2013

---

<sup>1</sup> Par Youcef Ait Abdeslam, CPA auditeur, CGA

**COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE**

**RÉSULTATS ET ACTIF NET**

**POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	\$	\$
<b>PRODUITS</b>		
Subventions		
Ville de Montréal	136 803	160 963
Ministère de la santé et des services sociaux	43 655	50 003
Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale	42 420	1 765
Ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire	25 000	-
Entente Ville de Montréal - Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale	25 000	40 628
Ressources humaines Canada	7 264	11 455
Conférence régionale des élus de Montréal	-	25 000
Direction de la santé publique	-	15 000
Ventes fruiterie	56 319	43 096
Fondation Imperial Tobacco Canada	19 499	501
Dons - Plats préparés	2 257	675
Activités	834	5 726
Contribution du député provincial	-	2 200
	<u>359 051</u>	<u>357 012</u>
<b>CHARGES</b>		
Salaires et charges sociales	213 691	147 832
Achats fruiterie	51 666	45 633
Activités	33 863	36 731
Honoraires professionnels	15 099	34 435
Électricité et chauffage	9 805	5 467
Publicité et promotion	9 224	3 708
Aménagements	8 644	58 433
Frais de bureau	6 734	5 081
Frais de représentation	6 244	3 427
Locations et équipements	5 787	1 842
Télécommunications	4 155	4 215
Intérêts et frais bancaires	2 386	2 103
Dons - Plats préparés	2 257	675
Entretien et réparations	1 820	1 068
Cotisations et abonnements	1 107	762
Formation	787	231
Assurances	692	3 090
Taxes et permis	32	758
	<u>373 993</u>	<u>355 491</u>
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<u>(14 942)</u>	<u>1 521</u>
<b>ACTIF NET AU DÉBUT</b>	<u>84 473</u>	<u>82 952</u>
<b>ACTIF NET À LA FIN</b>	<u>69 531</u>	<u>84 473</u>

**COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE**

**BILAN**

**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>1<sup>er</sup> janvier 2011</u>
	\$	\$	\$
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF À COURT TERME</b>			
Encaisse	51 720	-	-
Dépôt à terme, 0,75 %, échu en 2012	-	75 140	75 140
Débiteurs (note 4)	6 100	17 933	17 933
Subventions à recevoir	47 027	60 453	60 453
Taxes à la consommation à recevoir	4 230	5 943	5 943
Stocks	8 244	6 013	6 013
Frais payés d'avance	553	1 050	1 050
	<u>117 874</u>	<u>166 532</u>	<u>166 532</u>
<b>PASSIF</b>			
<b>PASSIF À COURT TERME</b>			
Excédent des chèques en circulation sur l'encaisse	-	5 585	5 585
Créditeurs (note 6)	17 093	53 587	53 587
Apports reportés (note 7)	31 250	22 887	22 887
	<u>48 343</u>	<u>82 059</u>	<u>82 059</u>
<b>ACTIF NET</b>			
<b>NON AFFECTÉ</b>	<u>69 531</u>	<u>84 473</u>	<u>84 473</u>
	<u>117 874</u>	<u>166 532</u>	<u>166 532</u>

*POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

---



---

**COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE****FLUX DE TRÉSORERIE****POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	<u>(14 942)</u>	<u>1 521</u>
<b>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement</b>		
Débiteurs	11 833	(864)
Subventions à recevoir	13 426	(62 522)
Taxes à la consommation à recevoir	1 713	1 689
Stocks	(2 231)	(1 593)
Frais payés d'avance	497	1 367
Créditeurs	(36 494)	31 757
Apports reportés	<u>8 363</u>	<u>(4 196)</u>
	<u>(2 893)</u>	<u>(34 362)</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<u>(17 835)</u>	<u>(32 841)</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Variation du placement et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>75 140</u>	<u>(75 140)</u>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<u>57 305</u>	<u>(107 981)</u>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>	<u>(5 585)</u>	<u>102 396</u>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>	<u><u>51 720</u></u>	<u><u>(5 585)</u></u>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de l'excédent des chèques en circulation sur l'encaisse.

# COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE est un organisme à but non lucratif, constitué selon la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec,

C'est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu. Il est exempté de l'impôt sur le revenu.

Ses objets sont les suivants :

coordonner l'ensemble des initiatives, des activités et des projets susceptibles d'avoir pour effet la revitalisation urbaine intégrée du quartier Saint-Pierre de l'arrondissement de Lachine à Montréal;

susciter toute initiative, activité ou projet, susceptibles d'avoir pour effet la revitalisation urbaine intégrée du quartier Saint-Pierre de l'arrondissement de Lachine à Montréal;

faciliter la mise en oeuvre de ces initiatives, de ces activités ou de ces projets, notamment par une contribution en ressources humaines ou matérielles, ou encore par une contribution financière;

recevoir des subventions, des dons, des legs et autres contributions en argent, en valeur mobilières ou immobilières, et administrer de telles subventions, dons, legs et autres contributions.

### 2- INCIDENCE DU CHANGEMENT DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les présents états financiers sont les premiers états financiers dans lesquels l'organisme a appliqué les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. L'application initiale de ce nouveau référentiel n'a eu aucune incidence sur l'excédent des produits sur les charges de l'organisme pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011, ni sur son actif net à la date de transition, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

### 3- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Estimations de la direction

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

# COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Comptabilisation des produits

##### Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

##### Apports reçus sous forme de services

Les bénévoles consacrent de nombreuses heures par année à aider l'organisme à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

##### Ventes de produits et de services

Les produits relatifs à la vente sont constatés lorsque le client prend possession de la marchandise.

#### Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

#### Immobilisations

Les investissements en immobilisations sont constatés à titre de charges dans l'état des résultats.

#### Instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des subventions à recevoir, des taxes à la consommation à recevoir et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

#### Ventilations de charges communes

L'organisme présente plusieurs de ses charges ventilées par projet. Les salaires sont ventilés en fonction du prorata des heures travaillées suivant le projet. Les autres charges communes aux projets sont ventilées selon l'utilisation attribuable à chaque projet. Les charges qui contribuent directement aux résultats d'un projet sont portées directement au compte de ce projet.

# COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 4- DÉBITEURS

	2012	2011
	\$	\$
Contributions	5 189	17 069
Clients	911	864
	<u>6 100</u>	<u>17 933</u>

### 5- IMMOBILISATIONS

L'organisme constate les dépenses en immobilisations à titre de charges dans l'état des résultats. Les dépenses accumulées des immobilisations se détaillent comme suit :

	2012	2011
	\$	\$
Mobilier et équipement - CRUISP	7 325	5 555
Mobilier et équipement - Marché	11 036	6 026
	<u>18 361</u>	<u>11 581</u>

### 6- CRÉDITEURS

	2012	2011
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	12 543	45 382
Salaires, vacances et charges sociales	4 550	8 205
	<u>17 093</u>	<u>53 587</u>

### 7- APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

# COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2012

### 7- APPORTS REPORTÉS (suite)

	Solde 31 décembre 2011	Encais- sement	Constaté à titre de produits	Solde 31 décembre 2012
	\$	\$	\$	\$
Ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire	-	56 250	25 000	31 250
Fondation Imperial Tobacco Canada - Projet Plats préparés	19 499	-	19 499	-
Ville de Montréal - Projet Fresque	2 203	-	2 203	-
Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale	1 185	-	1 185	-
	<u>22 887</u>	<u>56 250</u>	<u>47 887</u>	<u>31 250</u>

### 8- VENTILATION DES CHARGES COMMUNES

Les charges communes sont ventilées suivant l'utilisation attribuée à chaque projet.

	2012		2011	
	Télécommu- nications	Frais de bureau	Télécommu- nications	Frais de bureau
	\$	\$	\$	\$
Opérations	2 503	1 939	2 281	1 282
BIL	757	2 315	59	-
Rue Principale	-	236	-	-
Sécurité urbaine	-	-	459	-
Marché St-Pierre	841	2 198	1 083	847
Plats préparés	54	46	216	-
Centre alimentaire	-	-	117	2 952
	<u>4 155</u>	<u>6 734</u>	<u>4 215</u>	<u>5 081</u>

### 9- INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Risque de crédit

L'organisme est exposé à un risque de crédit sur les débiteurs, les subventions à recevoir et les taxes à la consommation à recevoir. L'organisme procède à une évaluation continue de tous ses comptes débiteurs sur la base des montants qu'il a la quasi-certitude de recevoir.

**COMITÉ DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE DU QUARTIER SAINT-PIERRE**  
**RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS PAR PROJET**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012										2011	
	Opérations	BIL	Rue Principale	Sécurité urbaine	Caserne	Marché St-Pierre	Plats préparés	Loisirs	Fresques	Total	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>PRODUITS</b>												
Subventions												
Ville de Montréal	85 100	-	-	7 000	-	32 000	-	10 500	2 203	136 803	160 963	
Ministère de la santé et des services sociaux	11 655	-	30 000	-	-	-	-	2 000	-	43 655	50 003	
Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale	-	32 196	-	-	-	10 224	-	-	-	42 420	1 765	
Ministère des affaires municipales, régions et occupation du territoire	15 000	-	-	-	-	5 000	-	5 000	-	25 000	-	
Entente Ville de Montréal - Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale	-	-	-	-	25 000	-	-	-	-	25 000	40 628	
Ressources humaines Canada	-	-	-	-	-	7 264	-	-	-	7 264	11 455	
Conférence régionale des élus de Montréal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 000	
Direction de la santé publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 000	
Ventes fruiterie	-	-	-	-	-	56 319	-	-	-	56 319	43 096	
Fondation Imperial Tobacco Canada	-	-	-	-	-	10 000	9 499	-	-	19 499	501	
Dons - Plats préparés	-	-	-	-	-	-	2 257	-	-	2 257	675	
Activités	834	-	-	-	-	-	-	-	-	834	5 726	
Contribution du député provincial	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 200	
Transfert CRUIP - Fruiterie	(45 892)	(2 142)	-	-	-	48 034	-	-	-	-	-	
	66 697	30 054	30 000	7 000	25 000	168 841	11 756	17 500	2 203	359 051	357 012	
<b>CHARGES</b>												
Salaires et charges sociales	65 081	34 854	10 437	3 076	-	98 572	197	1 474	-	213 691	147 832	
Achats fruiterie	-	-	-	-	-	51 666	-	-	-	51 666	45 633	
Activités	5	-	-	-	25 000	-	575	8 028	-	33 863	36 731	
Honoraires professionnels	5 906	5 904	70	-	-	336	891	-	1 992	15 099	34 435	
Électricité et chauffage	-	-	-	-	-	4 773	5 032	-	-	9 805	5 467	
Publicité et promotion	781	1 830	-	-	-	2 365	1 711	2 537	-	9 224	3 708	
Aménagements	-	-	7 921	-	-	-	-	723	-	8 644	58 433	
Frais de bureau	1 939	2 315	236	-	-	2 198	46	-	-	6 734	5 081	
Frais de représentation	2 444	521	907	633	-	256	342	1 141	-	6 244	3 427	
Locations et équipements	256	1 056	1 135	-	-	1 700	-	1 640	-	5 787	1 842	
Télécommunications	2 503	757	-	-	-	841	54	-	-	4 155	4 215	
Intérêts et frais bancaires	1 232	-	-	-	-	1 154	-	-	-	2 386	2 103	
Dons - Plats préparés	-	-	-	-	-	-	2 257	-	-	2 257	675	
Entretien et réparations	-	-	-	-	-	1 820	-	-	-	1 820	1 068	
Cotisations et abonnements	636	-	262	-	-	-	209	-	-	1 107	762	
Formation	10	777	-	-	-	-	-	-	-	787	231	
Assurances	692	-	-	-	-	-	-	-	-	692	3 090	
Taxes et permis	-	-	-	-	-	32	-	-	-	32	758	
	81 485	48 014	20 968	3 709	25 000	165 968	11 314	15 543	1 992	373 993	355 491	
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	(14 788)	(17 960)	9 032	3 291	-	2 873	442	1 957	211	(14 942)	1 521	